



**François Saint-Bonnet**

[francois.saint-bonnet@club-internet.fr](mailto:francois.saint-bonnet@club-internet.fr)

Né le 13 août 1966

## **PROFESSEUR DE DROIT A L'UNIVERSITE PANTHEON ASSAS (PARIS II)**

### *Formation*

1998 - **Agrégation** d'histoire du droit et des institutions (deuxième du concours)

1996 - **Doctorat** en droit – Université Paris II (prix de thèse)

1991 - **DEA** Histoire du droit – Université Paris II (mention Bien) et **DEA** Philosophie du droit – Université Paris II (mention Bien)

1989 - **Maîtrise** de droit public – Université Paris II (mention Bien)

### *Responsabilités scientifiques*

- **Expert** sur des questions de Recherche et d'Enseignement Supérieur auprès de **l'Union Européenne** dans le cadre de Jumelages, expert auprès de **l'Agence nationale de la Recherche**, de **l'AERES** puis **HCERES**, etc.
- **Délégué scientifique** à *l'Agence de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)* de 2007-2010
- **Directeur scientifique adjoint** au *Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur* à la MSTP (Mission scientifique, technique et pédagogique) : expertise et évaluation des Ecoles doctorales, Unités de recherches (EA, UMR...), Masters, Prime d'encadrement doctoral et de recherche, Allocations de recherche, etc. des trois premières sections CNU (droit privé, droit public et histoire du droit) en 2006-2007

## *Responsabilités éditoriales*

- Directeur scientifique de la collection *Bibliothèque d'histoire du droit et droit romain* à la « Librairie générale de droit et de jurisprudence » depuis 2009
- Membre du conseil éditorial de la collection *Domat-Montchrestien* de la L.G.D.J. (Groupe Lextenso) depuis 2004
- Membre du conseil de rédaction de *Droits (Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques)* depuis 1999
- Membre du conseil de rédaction et du conseil scientifique de la *RHD (Revue d'Histoire du Droit Français et Etranger)* depuis 2001
- Membre du conseil scientifique de la revue *Jus politicum. Revue de droit politique* (Dalloz), depuis 2010
- Membre du conseil scientifique de la revue *Droit & Philosophie. Annuaire de l'Institut Michel Villey* (Dalloz), depuis 2014
- Membre du conseil scientifique de la *Revue d'Histoire des Facultés de droit* depuis 2005

## *Organes collégiaux*

- Membre du **Conseil National des Universités (section 03)**, 2007-2011 et 2012-2015
- Membre du **Conseil national du Droit (CND)** : organisme réunissant des représentants des professions juridiques ou qui emploient des juristes et des représentants des enseignants des facultés de droit de 2007 à 2012.
- Membre du **Groupe de travail sur l'enseignement juridique** sous la présidence de M. le Professeur Truchet sous l'égide de la *Direction générale de l'enseignement supérieur* (2006-2007).
- Membre régulier de **Commissions de spécialiste** puis de **Comités de sélection** en histoire du droit et en droit public

## *Jurys*

- Vice-président du jury du concours de l'**Ecole Nationale d'Administration** (ENA) en 2014
- Président du jury du concours de sortie de l'**Ecole Spéciale Militaire** de St-Cyr (Coëtquidan) en 2010 et en 2014
- Membre du jury du concours de l'**Agrégation de droit public** en 2004 (sous la présidence du Pr Jean Combacau)
- Président du jury du **prix de thèse** de la SFPT en 2009 (Société Française de Publication de Textes) qui publie des thèses d'histoire du droit

## *Responsabilités administratives*

- Ancien **Directeur des Relations Internationales** de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes (2001-2004)
- **Membre de L'UFR 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle** de l'Université Paris II depuis 2009-2016

## *Affectations*

1991-1994 – Université **Paris II** (Panthéon-Assas), allocataire de recherche

1994-1996 - Université **Paris II** (Panthéon-Assas), attaché temporaire d'enseignement et de recherche

1997-1998 – Université de **Rouen**, maître de conférences

1998-2001 – Université de **Poitiers**, professeur des universités

2001-2008 - Institut d'Etudes Politiques de **Rennes**, professeur des universités

2008 - ... - Université **Paris II** (Panthéon-Assas), professeur des universités

## *Décorations*

Chevalier dans l'**Ordre National du Mérite** (2010)

Chevalier dans l'**Ordre des Palmes Académiques** (2013)

## *Publications*

### **Ouvrages**

1/ *L'état d'exception*, PUF, coll. « Léviathan », 2001

2/ *Histoire des institutions avant 1789*, LGDJ-Montchrestien, coll. « Domat - Droit public » (avec Yves Sassier), 5e éd. en 2015.

3/ Participation à Frédéric Bluche, *Manuel d'histoire politique de la France contemporaine*, PUF, coll. « Droit fondamental », 3ème édition, 2008

4/ *A l'épreuve du terrorisme. Les pouvoirs de l'Etat*, Gallimard « L'esprit de la cité », 2017

#### **Direction d'ouvrage ou de numéro de revue**

1/ *Droit & Philosophie - Annuaire de l'Institut Michel Villey*, vol. 5 - 2013 « **Corps, communautés, minorités** »

2/ *Droit & Philosophie - Annuaire de l'Institut Michel Villey*, vol. 7 - 2015 « **Les libertés et la partition de l'espace** »

3/ Olivier Beaud et François Saint-Bonnet (dir.), *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, Paris, Editions Panthéon-Assas, 2019

#### **Articles**

1/ **Réflexions sur l'article 16 et l'état d'exception**, *RDP*, N° 5-6/1998, p. 1699-1718.

2/ **Technique juridique du coup d'Etat**, dans Frédéric Bluche (dir.), *Le peuple, le prince et le droit. Autour des plébiscites de 1851 et 1852*, PUF, coll. « Léviathan », PUF, 2000, p. 123-160.

3/ **Droit et Evidente nécessité : l'autonomie de l'état d'exception**, *Droits – Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridique*, PUF, 2000, n° 30, p. 29-43.

4/ **Un droit constitutionnel avant le droit constitutionnel ?**, dans *Droits*, PUF, 2000, n° 32, p. 7-20.

5/ **Le parlement, juge constitutionnel (XVIe-XVIIIe)**, dans *Droits*, 2001, n° 34, p. 177-197.

6/ **V° « Loi », « Privilège », « Urgence, Exception, Nécessité »**, dans Denis Alland et Stéphane Rials (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, PUF, 2003 (respectivement pp. 673-678, 959-964, 1209-1212).

7/ **Remarques sur les arguments historiques dans les débats constitutionnels français (XVIe - XVIIIe siècle)**, dans *Droits*, 2003, n° 38, pp. 135-146. 8/ **Le droit contre la loi. Regard sur les mutations du droit constitutionnel au XXe siècle**, dans Simone Goyard-Fabre (dir.), *L'Etat au XXe siècle*, Paris, Vrin, 2004, pp. 87-117

9/ **Aux origines historiques de l'irresponsabilité du chef de l'Etat en France**, dans Christophe Guettier et Armel le Divellec (dir.), *La responsabilité pénale du Président de la République*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 47-72.

10/ **Droit de résistance et état d'exception**, dans Olivier Camy et Dominique Gros (dir.), *Le droit de résistance à l'oppression, le droit contre le droit*, Paris, Seuil « Le genre humain », 2005, pp. 225-244.

11/ **Commentaire du Chapitre IV « Les législations d'exception »** dans le *Code de l'administration*, Paris, Litec, 2004.

13/ **La « politique de juge constitutionnel » du conseil d'Etat. Propédeutique pour un nouveau droit constitutionnel**, dans *Regards sur l'histoire de la justice administrative* (Grégoire Bigot et Marc Bouvet, dir.), Paris, Litec, 2006, pp. 289-303.

- 14/ **Jean Bodin et la citoyenneté au XVI<sup>e</sup> siècle**, dans Eric Desmons (dir.), *Figures de la citoyenneté*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 17-32.
- 15/ **L'« autre » séparation des pouvoirs de Montesquieu**, dans Ferdinand Melin-Soucramanien et Alain Pariente (dir.), *La séparation des pouvoirs*, Paris, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2006, pp. 49-64.
- 16/ **Le constitutionnalisme libéral français en trompe-l'œil. Actualité de l'autre Montesquieu**, dans *Droits*, n° 43, 2006, pp. 15-32.
- 17/ **La double genèse de la justice constitutionnelle en France. La justice politique au prisme des conceptions françaises**, *RDP*, N° 3/2007, p. 753-791.
- 18/ **Guerre civile et guerre étrangère dans la doctrine du second XVI<sup>e</sup> siècle**, dans *Droits*, 2007, PUF, n° 46, pp. 41-56.
- 19/ **V° « Cardin Le Bret » et V° « Pradié-Fodéré »**, dans Patrick Arabeyre, Jean-Louis Halpérin et Jacques Krynen (dir.), *Dictionnaire historique des juristes français (XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, PUF, 2007, respectivement pp. 476-477 et 640-641.
- 20/ **La nécessité : prolongements théoriques de données historiques** dans Th. Christakis (dir.), *La nécessité en droit international*, Paris, Pedone, 2007, pp. 65-70.
- 21/ **L'intérêt général dans l'ancien droit constitutionnel**, dans B. Mathieu et M. Verpeaux (dir.), *L'intérêt général, norme constitutionnelle*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 9-21.
- 22/ **Commentaire du Chapitre IV « Les législations d'exception »** (entièrement refondu) dans le *Code de l'administration*, Paris, Litec, 3<sup>e</sup> édition en 2007.
- 23/ **La protection juridique des droits en 1791. Les Dispositions fondamentales garanties par la Constitution en débats**, dans *Mélanges François Burdeau*, Paris, Litec, 2008, pp. 237-265.
- 24/ **V° « Arbitraire », « Législations d'exception », « Circonstances exceptionnelles », « Etat d'urgence »** dans J. Andriantsimbazovina, H. Gaudin, J.-P. Marguénaud, S. Rials, F. Sudre (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, 2008, pp. 58-61, 145-147, 390-393, 606-611.
- 25/ **La nation et le droit constitutionnel substantiel. Trois moments de l'histoire d'un couple impossible**, dans *Que reste-t-il de la nation dans la constitution ?*, Editions Cujas, 2008, pp. 31-48.
- 26/ **L'état d'exception et la qualification juridique**, dans les *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, Presses universitaires de Caen, N° 6, 2008, pp. 29-37.
- 27/ **Le juge constitutionnel, représentant du souverain : la renaissance d'une acception ancienne de la représentation**, dans *Légitimité du pouvoir politique et représentation*, Paris, éd. Cujas, 2008, pp. 91-105. 28/ **Les ascendances inopinées de la Ve république**, dans *1958-2008 – Cinquantième anniversaire de la Constitution française*, Paris, Dalloz, 2008, pp. 81-92. 29/ **De la longévité de la Ve république. Le nouveau droit constitutionnel et ses gardiens**, dans *1958-2008 - Les 50 ans de la Constitution*, Paris, LexisNexis-Litec, 2008, pp. 135-146.
- 30/ **Les écueils d'une réforme astucieuse (l'article 5 du projet de loi constitutionnelle d'avril 2008 révisant l'article 16 de la constitution)**, dans *Les petites affiches, Numéro Spécial, Du nouveau dans la Constitution ?*, 14 mai 2008, N° 97, pp. 20-22.

- 31/ **Le bien, le mieux et l'ennemi du bien (Considérations sur le nouvel article 16 de la Constitution)**, dans *Les petites affiches, Numéro Spécial, Une nouvelle Constitution ?*, 19 décembre 2008, N° 254, pp. 24-27.
- 32/ **L'article 16 de la constitution de 1958**, dans G. Conac et F. Luchaire, *La constitution de la République française*, Paris, Economica, 3e éd., 2009, pp. 525-544.
- 33/ **L'état d'exception dans les conflits entre pouvoirs spirituel et temporel à la fin du Moyen-Âge**, dans D. Chagnollaude (dir.), *Les origines canoniques du droit constitutionnel*, Paris, Ed. Panthéon-Assas, 2009, pp. 69-81.
- 34/ **Le pouvoir normatif des anciens juges. Le contrôle juridictionnel *a priori* des lois du roi**, dans les *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 24, 2009, pp. 86-89.
- 35/ **Regards critiques sur la méthodologie en histoire constitutionnelle. Les destinations téléologiques des options épistémologiques**, dans *Jus Politicum, Revue de droit politique*, Paris, Dalloz, N°2 « Droit, politique et justice constitutionnelle » et disponible sur le site de la revue (<http://www.juspoliticum.com/Regards-critiques-sur-la.html>).
- 36/ **La prévention du conflit constitutionnel en l'an III**, dans J. Hummel (dir.), *Le droit constitutionnel à l'épreuve de l'histoire et du politique : les conflits constitutionnels*, Presses universitaires de Rennes, 2010, pp. 31-42.
- 37/ **Louis XIV, les parlements et la souveraineté**, dans G. Aubert et O. Chaline (dir.), *Les parlements de Louis XIV – Opposition, coopération, autonomisation ?*, Rennes, PUR, 2010, pp. 173 et s
- 38/ **Histoire des libertés publiques** (fascicule Jurisclasseur), P. Wachsmann et F. Picod (dir.), *Jurisclasseur Libertés publiques*, fasc. 10, édition mise à jour décembre 2010 (13 p., 100 000 signes).
- 39/ **Le contrôle *a posteriori* : les Parlements de l'Ancien Régime et la neutralisation de la loi**, dans les *Cahiers du conseil constitutionnel*, Paris, Dalloz, N° 28, 2010, pp. 23-27.
- 40/ **La notion d'exécution chez Bodin**, dans la *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques (RFHIP)*, N° 34, 2011, pp. 231-244.
- 41/ **Le lit de justice et l'absolutisme : le piège du discours volontariste**, texte issu de la conférence donnée à la *Société d'histoire du droit* (Paris II) le 19 décembre 2008, à paraître
- 42/ **Légistique ancienne. La confection de la loi et le dogme de la souveraineté**, texte issu de la conférence donnée à l'EHESS dans le cadre du séminaire de Fanny Cosandey et Pierre Bonin, « La souveraineté moderne entre local et universel » le 4 janvier 2010, à paraître.
- 43/ **Un voile sur la Liberté. Les lois de proscription au XIXe siècle**, dans C.-A. Chassin *La proscription en droit*, Paris-Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 47-74.
- 44/ **Le combat pour les libertés publiques à la fin du second empire. Les « libertés sociales » comme dépassement de l'alternative entre libertés individuelles et libertés politiques**, dans *Jus politicum – Revue de droit politique*, Vol. III, 2011, pp. 13-31.
- 45/ **V° « Etat d'exception », « Supplice politique »**, dans Michela Marzano *et al.* (dir.), *Dictionnaire de la violence*, Paris, PUF, 2011, pp. 455 ss. et 1244 ss.
- 46/ **V° « Racisme » et « Etat d'exception »** dans G. Bernard et J.-P. Deschodt (dir.), *Dictionnaire de la politique et de l'administration*, Paris, PUF, 2011, pp. 89-90 et 246-247.
- 47/ **Le « constitutionnalisme » des parlementaires et la justice politique. Les équivoques des « lits de justice » du XVIIIe siècle**, dans *La revue Parlement[s]*, Revue d'histoire politique, Paris, Pepper / L'Harmattan, N° 15, 2011, pp. 16-31.

- 48/ **Les périls du contre-feu doctrinal des absolutistes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des contraintes de l'éristique constitutionnelle coutumière**, dans *Droits*, N° 54, 2012, pp. 81-95.
- 49 / **David Houard et la métamorphose des libertés**, dans *David Houard (1725-1802), un juriste et son temps*, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2012, pp. 63-75.
- 50/ **Le public lettré et le droit - L'écriture des juristes dans les revues savantes sous le Second Empire**, dans la *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, N° 32, 2012, pp. 37-49.
- 51/ **La citoyenneté, fondement démocratique pour la loi anti-burqa. Réflexions sur la mort au monde et l'incarcération volontaire**, dans *Jus politicum*, vol. IV, 2012, pp. 173-205 et <http://www.juspoliticum.com/La-citoyennete-fondement.html>
- 52/ **La liberté d'association, garantie des libertés publiques**, dans *Humanisme et droit*, hommage au Pr Jean Dhommeaux, Paris, Pédone, 2013, pp. 97-115.
- 53/ **Le droit des libertés publiques, antonyme du droit administratif au XIX<sup>e</sup> siècle**, dans la *Revue du droit public* – N° 2-2012, pp. 457-472
- 54/ **Le jury et la liberté d'expression. La justification démocratique d'une prétention libérale**, dans *Annuaire de l'Institut Michel Villey*, Vol. 4, 2012, pp. 9-27
- 55/ **De l'inachèvement de la loi**, Elsa Marguin-Hamon (dir.), *Le pouvoir en actes : fonder, dire, montrer, contrefaire l'autorité*, Paris, Archives nationales, 2013, pp. 105-109.
- 56/ **Le « procès de trois siècles » - Le roi, les parlements et l'autorité dans l'Etat**, dans Elsa Marguin-Hamon (dir.), *Le pouvoir en actes : fonder, dire, montrer, contrefaire l'autorité*, Paris, Archives nationales, 2013, pp. 29-34.
- 57/ **Nemo auditur suam propriam methodum allegans**, dans C. Herrera et A. Le Pillouer (dir.), *Comment écrit-on l'histoire constitutionnelle ?*, Paris, Kimé, 2012, pp. 95-115. 58/ **L'ironie du sort** (à propos de la nomination des membres du conseil constitutionnel), *Revue de droit d'Assas*- N° 5, fév. 2012, pp. 99-102
- 59/ **Sujets, citoyens, concitoyens - Espace public et communauté politique**, dans Olivia Bui-Xuan (dir.), *Droit et Espace-s-public-s*, Paris, Fondation Varenne, 2012, pp. 21-33.
- 60/ **Genitum, non factum - La désignation du chef de l'Etat (1799-1815)**, dans Anne-Marie Le Pourhiet (dir.), *La désignation du Chef de l'État : regards croisés dans le temps et l'espace*, Paris, Fondation Varenne, 2012, pp. 21-40.
- 61/ **L'Etat et la liberté de forcer à être libre - Réflexions sur les normes communautaires**, à paraître dans les actes du colloque organisé par Paris I et Paris X les 14 et 15 janvier 2013 sur le thème « Formes et doctrines de l'Etat - Dialogue entre histoire du droit et théorie du droit »
- 62/ **Les conditions du droit d'association moderne - Les communautés religieuses, la violence consentie et la liberté**, dans *Annuaire de l'Institut Michel Villey*, N° 5, 2013, pp. 27-59.  
[http://www.droitphilosophie.com/upload/files/A53IMV\\_annuaire\\_5\\_INT\\_SaintBonnet.pdf](http://www.droitphilosophie.com/upload/files/A53IMV_annuaire_5_INT_SaintBonnet.pdf)
- 63/ **La liberté d'expression, révélateur de la tension entre raison d'Etat et l'autonomie de la société civile**, actes du colloque « La raison d'État - Histoires et actualités » (7 et 8 février 2013, Cevipof – Sciences Po), à paraître
- 64/ **La continuité entre aeternitas et tempus**, dans « La (dis)continuité en droit », Toulouse, PU de Toulouse Capitole, 2014, pp. 33 et s.

- 65/ **La QPC et la canalisation de la puissance**, dans X. Magnon, P. Espuglas, W. Mastor, S. Mouton (dir.), « Question sur la Question 3 (QSQ) : De nouveaux équilibres institutionnels ? », Paris, LGDJ, 2014, pp. 27-39.
- 66/ **Partition de l'espace et différenciation normative. Le droit moderne et la civilité**, *Lo Sguardo - Rivista di filosofia* - ISSN : 2036-6558 N. 13, 2013 (III) - Gli strumenti del potere. Dal principe all'archeologo, pp. 15-22 (disponible sur <http://www.losguardo.net>)
- 67/ **La notion d'évidente nécessité en droit politique et en droit pénal**, dans O. Cahn et K. Parrot (dir.), *Le principe de nécessité en droit pénal*, Paris, Lextenso, pp. 13 et s.
- 68/ **L'histoire du droit constitutionnel** dans J. Krynen et B. d'Alteroche (dir.), *L'histoire du droit en France - Nouvelles tendances, nouveaux territoires*, Paris, Classiques Garnier, pp. 239-249.
- 69/ **Le barrage, le champ éolien et l'intérêt général**, dans *Les métamorphoses de l'intérêt général*, Paris, PU de l'ICES, pp. 209 et s.
- 70/ **La fin du droit vue par l'historien du droit**, dans Aude Zaradny, Nathalie Wolff, Thibaut Fleury Graff, *La fin du droit ?*, Paris, Mare & Martin, 2015, pp. 37-49.
- 71/ **Les lois mémorielles : prétentions irréalisables, normativité encombrante** dans S. Guérard de Latour (dir.), Actes du colloque *La responsabilité au passé. Politique, droit et histoire* (Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Maison Suger, Paris 1, 4 juin 2013), à paraître
- 72/ **L'article 16 et les antagonismes constitutionnels issus de la Révolution**, dans le *Giornale di Storia costituzionale*, N° 28, 2<sup>e</sup> semestre 2014, Edeizioni università di macerata, pp. 99-111.
- 73/ **De la spécialité à la spatialité - La loi moderne et les libertés** dans les actes de la journée d'étude *Diffuser, recevoir, conserver la loi aux XVIIe et XVIIIe siècles* organisée le 13 décembre 2013 par P. Arabeyre, P. Bonin et O. Mattéoni, École nationale des chartes, Labex Norma et Laboratoire de Médiévistique Occidentale de Paris, à paraître
- 74/ **La QPC et la canalisation de la puissance**, dans P. Espuglas, X. Magnon, W. Mastor et S. Mouton (dir.), *Question sur la Question 3 (QSQ) - De nouveaux équilibres institutionnels ?*, Paris, LGDJ, 2014, pp. 27-39.
- 75/ **Partition de l'espace et différenciation normative. Le droit moderne et la civilité**, dans *Lo Sguardo (Rivista di filosofia) n° 13 - 2013*, Gli strumenti del potere. Dal Principe all'archeologo - Les instruments du pouvoir (éd. Marzia Caciolini), Juin 2013,  
[http://www.losguardo.net/public/archivio/num13/articoli/2013\\_13\\_Francois\\_de\\_Saint\\_Bonnet\\_Partition\\_de\\_espace.pdf](http://www.losguardo.net/public/archivio/num13/articoli/2013_13_Francois_de_Saint_Bonnet_Partition_de_espace.pdf)
- 76/ **La dictature à l'époque moderne. La fascination pour une incompréhensible vertu**, dans la Revue d'histoire des idées politiques, N° 41, 2015, pp. 43-65.
- 77/ **La restauration de la religion de l'Etat et la liberté des cultes**, dans *Jus politicum, revue de droit politique*, N° 13, 2014, pp. 245 et s. <http://www.juspoliticum.com/La-restauration-de-la-religion-de.html>
- 78/ **Des limites spatiales du droit - Le privé, le public, l'étatique**, dans les actes du colloque *Aux limites du droit*, Toulon, 15 et 16 avril 2014, Paris, Mare & Martin, 2015, pp. 127-139.
- 79/ **La liberté des Modernes et la partition de l'espace**, dans *Droit&Philosophie – Annuaire de l'Institut Michel Villey*, N° 7, 2015, pp. 11-26.



- 80/ **Des mœurs comme garantie de la liberté. Les manières vestimentaires et le droit au XIXe siècle**, dans *L'intérêt général - Mélanges en l'honneur de Didier Truchet*, Paris, Dalloz, 2015, pp. 579-594.
- 81/ **Le combat contre la séquestration arbitraire des aliénés au XIXe siècle. La dénonciation des nouveaux « in pace »**, dans les *Etudes offertes à Jean-Louis Harouel, Liber amicorum* (D. Salles, A. Deroche et R. Carvais dir.), Paris, Editions Panthéon-Assas, 2015, pp. 917-933.
- 82/ **L'idéologie djihadiste et la modernité**, dans *La vie des idées*, 2015, <http://www.laviedesidees.fr/L-ideologie-djihadiste-et-la-modernite.html>
- 83/ **Etat d'exception et djihadisme. Le droit des modernes à l'épreuve**, dans *En Jeu – Histoire et mémoires vivantes* (Revue pluridisciplinaire de la fondation pour la mémoire de la déportation), N° 5, 2015, Paris, Septentrion, 73-85.
- 84/ **Citizenship as the Democratic Foundation for the Anti-Burqa Statute. Reflections on Death to the World and Voluntary Incarceration**, dans *Sorbonne-Assas Law Review - Paris 2 - Panthéon-Assas University* <http://lawreview.u-paris2.fr/issue/2015/citizenship-democratic-foundation-anti-burqa-statute>
- 85/ **L'abnégation des hommes, le sacrifice de la légalité - La Grande Guerre et l'impossible naissance d'un droit administratif d'exception**, dans *Jus politicum, revue de droit politique*, N° VII, 2016, pp. 87-105 (<http://juspoliticum.com/article/L-abnegation-des-hommes-le-sacrifice-de-la-legalite-La-Grande-Guerre-et-l-impossible-naissance-d-un-droit-administratif-d-exception-1064.html>)
- 86/ **La quête de la confiance** - Rapport de synthèse du colloque de l'Institut Maurice Hauriou des 9 et 10 octobre 2014, dans Stéphane Mouton (dir.), *Le régime représentatif à l'épreuve de la justice constitutionnelle*, Paris, LGDJ, 2016, p. 303-314.
- 87/ **Civiliser la liberté d'expression - De quelques controverses relatives aux incriminations en matière de presse**, dans les actes du colloque de la SHD *La controverse*, Rennes, 28-29 mai 2015, à paraître
- 88/ **L'épineuse conceptualisation des délits de presse sous la Révolution**, dans les actes de la Journée d'étude *Presse et liberté d'expression pendant la Révolution française* organisée par l'Institut d'histoire de la Révolution française, Société des études robespierristes le 3 juin 2015, à paraître
- 89/ **Daech et les catégories juridiques modernes : un abyssal défi** dans Farah Safi et Arnaud Casado (dir), *Daech et le droit*, Paris, éd. Panthéon-Assas, 2016, pp. 37-52.
- 90/ **Le périmètre de l'état de siège et la Grande Guerre. Brèves réflexions sur les législations d'exception**, dans les actes du colloque *La Grande Guerre & le droit public*, Colloque de Dijon les 26 et 27 novembre 2015, à paraître
- 91/ **Le terrorisme djihadiste et les catégories juridiques modernes**, *Libres propos, La semaine juridique* – Edition générale – N° 50 - 7 décembre 2015, pp. 2266-2267.
- 92/ **L'idéologie djihadiste et la modernité**, *La Vie des idées*, 10 mars 2015. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/L-ideologie-djihadiste-et-la-modernite.html>
- 93/ **Contre le terrorisme, la législation d'exception ?** Entretien de Florent Guénard avec François Saint-Bonnet, *La Vie des idées*, 23 novembre 2015. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Contre-le-terrorisme-la-legislation-d-exception.html>
- 94/ **État d'urgence: un statut constitutionnel donné à l'arbitraire** (avec le Pr Olivier Beaud), *Libres propos, La semaine juridique* – Edition générale – N° 4 – 25 janvier 2016, pp. 137-140.

- 95/ **L'état d'urgence : une réponse inadéquate au terrorisme djihadiste**, dans *Défense & Sécurité internationale*, N° spécial « Le terrorisme : quels défis ? quelles réponses ? », Mars/avril 2016
- 96/ **État d'exception et djihadisme. Le droit des modernes à l'épreuve** dans *En Jeu. Histoires et mémoires vivantes*, Fondation de la mémoire de la déportation (éd. Septentrion), N° 5 *La démocratie à l'épreuve de l'« état d'exception »*, Juin 2015, pp. 73-83
- 97/ **Citizenship as the Democratic Foundation for the Anti-Burqa Statute. Reflections on Death to the World and Voluntary Incarceration**, dans *Sorbonne-Assas Law Review* (Paris 2 - Panthéon-Assas University), <http://lawreview.u-paris2.fr/issue/2015/citizenship-democratic-foundation-anti-burqa-statute>
- 98/ **L'état d'urgence : une réponse inadéquate au terrorisme djihadiste**, dans *Défense et Sécurité Internationale* (Hors série, 2016 - N° 47 - Terrorisme : organiser une riposte efficace), pp. 90-94.
- 99/ **Apprivoiser la manifestation. Du droit de résistance à la liberté d'expression** dans *Jus politicum*, N° 17, 2017, pp. 467-470.
- 100/ **De l'inadaptation de l'état d'urgence face à la menace terroriste** (avec le Prof. Wanda Mastor), dans *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, Paris, Le Seuil, N° 158-2016, pp. 51-65.
- 101/ **Terrorisme et révision de la constitution**, dans Pierre Bourdon et François Blanc (dir.), « *L'Etat et le terrorisme* », Paris, Editions de la Sorbonne, 2018, pp. 253-264.
- 102/ **Propos introductifs et Rapport conclusif** du colloque du master II « L'Etat face au terrorisme », dans *La Revue Droit Public Approfondi*, Paris, Ed. Panthéon-Assas, N°2-2016 et N°3-2017, pp. 59 et 76.
- 103/ **De la justiciabilité des mesures de lutte contre le terrorisme. Réflexions l'office du juge en état d'urgence** dans les *Actes du colloque annuel de l'AFDA* (Association française de droit administratif), *Les controverses en droit administratif*, Paris, Dalloz (coll. Thèmes et commentaires), 2017, pp. 203-214.
- 104/ **L'explosion des fichiers et les libertés. Les infortunes d'une ambition prométhéenne**, dans Fouad Eddazi et Stéphanie Mauclair (dir.), *Le fichier*, Paris, LGDJ (coll. Grands colloques), 2017, pp. 293-302.
- 105/ **L'accusation de prosélytisme au XIXe siècle. Une inavouable angoisse des dominants** dans la *Revue Société, droit & religion*, Paris, CNRS éditions, 2017, pp. 1-13.
- 106/ **Le renouvellement de la technique en droit des libertés. Comment faire face aux mutations des sociétés contemporaines ?** dans Alexandre Desrameaux et François Colonna d'Istria (dir.), *Penser la technique juridique*, Paris, LGDJ « coll. Contextes Culture du droit, 2018, pp. 109-119
- 107/ **Commentaire du Discours sur la liberté des cultes de l'abbé Grégoire** dans Wanda Mastor, Julie Benetti, Pierre Egéa, Xavier Magnon (dir.), *Les Grands discours de la culture juridique*, Paris, Dalloz, 2017, pp. 78-88.
- 108/ **The State of Exception and the Terrorist Threat – An obsolete Combination**, dans Pierre Auriel, Olivier Beaud, Carl Wellman (editors), *The Rule of Crisis. Terrorism, Emergency Legislation and the Rule of Law*, Springer International Publishing, 2018, pp. 61-70.
- 109/ **L'individu privé de royaume. Réflexions sur l'histoire de la vie privée**, dans *Tribonien. Revue critique de législation et de jurisprudence*, N°1, 2018, pp. 48-61.
- 109/ **En quoi le terrorisme bouleverse-t-il les catégories juridiques actuelles ?** dans « *Trois questions* », *La Semaine Juridique Edition Générale* - 3 Avril 2017 - n° 14.
- 110/ **Repenser le rôle de l'Etat face à la menace terroriste**, dans *L'ENA hors les murs* (magazine des anciens élèves de l'ENA), Juillet-août 2017, pp. 50-51.

- 111/ **Quelle rationalité pour la lutte contre le terrorisme ?**, dans Julie Alix et Olivier Cahn (dir.), *L'hypothèse de la guerre contre le terrorisme. Implications juridiques*, Paris, Dalloz, « coll. Thèmes et Commentaires », 2017, pp. 281-287.
- 112/ **La lutte antiterroriste et l'État de droit. Table ronde** avec Michel Debacq, Antoine Garapon, François Saint-Bonnet et Bertrand Warusfel, dans la *Revue Esprit*, Sept. 2017, pp. 88-102.
- 113/ **Les libertés chez Laboulaye : une architectonique**, dans la *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, Paris, L'Harmattan, 2018/1 (N° 47), pp. 141 à 162.
- 114/ **Le détenu, citoyen dévoyé ou ennemi du corps social ?**, dans les Actes du colloque sous la direction de Farah Safi, *La vie privée en prison*, Paris, Lexbase Hebdo, édition privée, n°722 du 7 décembre 2017, pp. 1 à 7.
- 115/ **De l'inadéquation du concept d'état d'exception pour penser le terrorisme. Réflexions sur l'État moderne**, dans Rafaëlle Maison et Olga Mamoudy (dir.), *Autour de l'état d'urgence. Le droit politique d'exception, pratique nationale et sources internationales*, Paris, Institut universitaire Varenne (coll. Colloques et Essais), 2018, pp. 11-29.
- 116/ **De l'absence d'écoles de droit constitutionnel entre la Révolution et la fin du XXe siècle**, dans les actes du colloque des 29 et 30 septembre 2016 sous la direction de Stéphane Mouton et de Xavier Magnon, *Questions sur la Question 6 – Quelles doctrines constitutionnelles aujourd'hui pour quel(s) droit(s) constitutionnel(s) demain ?* (à paraître)
- 117/ **Conclusions du colloque « L'opposition doctrinale »**, de l'école doctorale 101 (Université de Strasbourg du 8 décembre 2017 (à paraître)
- 118/ **La civilité moderne, garantie de la liberté individuelle**, dans Olivier Beaud et François Saint-Bonnet (dir.), *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, Paris, Editions Panthéon-Assas, 2019 (à paraître)
- 119/ **La Ve république et la métamorphose des législations d'exception. De la guerre d'Algérie aux attaques terroristes** dans Dominique Chagnollaude de Sabouret et Benoit Montay (dir.), *Les 60 ans de la constitution (1958-2018)*, Paris, Dalloz, 2018, pp. 23 à 33.